

Vous voyez que le moyen est simple et certain. Quoi que le fait soit vrai et manifeste, le département n'a eu à nier le fait et il n'y a plus rien à dire. "*E finita la Comedia*".  
Je vous prouverai dans l'instant que je n'ai nullement exagéré la portée du règlement.

#### L'OBJET DU RÈGLEMENT

Ce règlement, détaché de sa prolixité et du langage embrouillé et entortillé qui le distingue, réduit à sa valeur et à sa signification véritables, a pour but et aura pour résultat immédiat de rappeler la proscription complète de l'usage de la langue française comme langue d'instruction et de communication au centre sujet d'étude dans toutes les écoles sous le contrôle du Département de l'Instruction publique de la province d'Ontario. Il n'est pas douteux que c'est là le but qu'on s'est proposé et il est également certain que le moyen qu'on a employé sera complètement efficace. La preuve du but qu'on s'est proposé ne fait pas défaut. Je ne vous en citerai qu'une, qui, vous l'admettrez, est toute concluante.

#### LE RAPPORT DES INSPECTEURS

Le règlement 17 pourvoit à la nomination de six inspecteurs, trois Canadiens anglais et trois Canadiens français. Il y a un an ces six inspecteurs furent chargés de faire un rapport sur le fonctionnement et l'efficacité du règlement 17. Le rapport contient, entre autres, la conclusion suivante:

"An attempt to gradually eliminate the French language from the English-French Schools."

(Signed) SUMMERBY,  
GABOURY,  
INGALL,  
PAYMENT,  
SAINT-JACQUES,  
WHITE.

Comme vous le voyez, les inspecteurs anglais, c'est-à-dire les bourreaux nommés pour étrangler la langue française, ont trouvé trop odieuse la tâche qu'on leur avait assignée.

#### DROIT NATUREL

Le règlement 17 viole le droit naturel, parce que:

1—Il nie le droit que chacun a d'user de son bien à son avantage, c'est-à-dire du droit qu'a le contribuable scolaire que sa contribution scolaire soit employée d'après son désir et suivant ce qu'il considère être son devoir. Le règlement 17 constitue une violation de la loi naturelle sur laquelle repose le droit de propriété.

2—Le règlement 17 constitue également une violation de la loi naturelle qui donne aux parents le droit, comme il leur impose le devoir, d'instruire leurs enfants. En vertu de la loi naturelle les parents ont l'obligation d'élever, d'instruire leurs enfants. En vertu des lois qui régissent les sociétés civilisées, celles-ci ont le devoir d'employer les impôts et les contributions scolaires à l'éducation des enfants, d'après les désirs des parents. La législation humaine ne pourra jamais abolir le droit naturel des parents sur l'éducation de leurs enfants. Le devoir imposé aux parents a pour corollaire le droit de déterminer la quantité et la qualité d'éducation à être données à leurs enfants.

Ce principe a d'ailleurs été sanctionné par la législation scolaire ontarienne elle-même tant pour les écoles publiques que pour les écoles séparées. Puisque les corporations scolaires ont seule le droit d'imposer, de percevoir et d'administrer les contributions scolaires.

3—De plus le règlement 17 viole le droit naturel qu'a tout homme de parler sa langue maternelle. Le droit à la langue maternelle est aussi sacré que le droit à la vie, à la lumière du soleil,